

Bareen Initiative for Development - BID



<https://www.youtube.com/watch?v=zI-cVUKGFBA>

Lynne O'Donnell

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue. Merci de nous avoir rejoints pour cette discussion consacrée à l'Afghanistan, à l'évolution de son paysage politique, à ses implications régionales et aux pistes – que l'on espère réalistes – susceptibles de conduire vers davantage de stabilité et d'engagement international. Nous avons aujourd'hui l'honneur d'accueillir quatre invités de tout premier plan, dont l'expertise constitue un éclairage essentiel sur les questions de gouvernance, de sécurité et de dynamiques régionales liées à l'Afghanistan.

Permettez-moi de les présenter brièvement ; chacun prendra ensuite la parole pendant environ cinq minutes. Vous pourrez poser vos questions à la fin, mais n'hésitez pas à les soumettre dès maintenant.

Le **Dr Nilofar Sakhi** est spécialiste de la sécurité et de la paix, avec une expertise portant sur les enjeux régionaux, transnationaux et humains, la consolidation de la paix et la résolution des conflits. Elle est professeure associée en affaires internationales à l'Elliott School of International Affairs (Université George Washington), directrice de la Fondation Andiana – un centre de recherche et de politiques publiques dédié à la paix et la sécurité – et chercheuse senior non résidente à l'Atlantic Council.

Nous accueillons également **Mohsin Dawar**, ancien parlementaire pakistanais, défenseur reconnu des droits humains et figure politique majeure de l'ancienne région du FATA. Il

critique depuis longtemps le militantisme et se fait l'écho des préoccupations des populations frontalières face à l'évolution de la politique pakistanaise envers l'Afghanistan.

Hans Schindler, co-directeur du think tank Counter-Extremism Project, est un expert international de la lutte contre le terrorisme. Il a conseillé de nombreuses institutions internationales sur les sanctions, les réseaux extrémistes et l'environnement sécuritaire autour de l'Afghanistan.

Enfin, **Kabir Taneja**, chercheur à la Observer Research Foundation, est spécialiste de la politique étrangère, des mouvements extrémistes et des dynamiques géopolitiques en Asie de l'Ouest et du Sud. Ses travaux portent sur les transformations idéologiques et technologiques qui façonneront l'avenir de l'Afghanistan.

Nous comptons aussi l'intervention de **l'ambassadeur Asif Durrani**, ancien représentant du Pakistan en Iran et aux Émirats arabes unis, diplomate chevronné dont l'expérience approfondie des affaires afghanes et sud-asiatiques sera particulièrement précieuse.

Notre panel analysera les enjeux actuels de l'Afghanistan : crise humanitaire, droits humains, gouvernance, sécurité régionale, réseaux extrémistes et stratégies diplomatiques. Avant de leur donner la parole, je voudrais rappeler brièvement la situation actuelle.

Plus de quatre ans après le retour au pouvoir des talibans (août 2021), l'Afghanistan fait face à l'une des crises humanitaires les plus graves au monde : insécurité alimentaire massive, effondrement des services publics, restrictions drastiques des droits fondamentaux, stagnation économique et absence de cadre de reconnaissance internationale. À l'échelle régionale, les pays voisins réévaluent leurs priorités sécuritaires, économiques et diplomatiques, tandis que les tensions transfrontalières, le terrorisme et les jeux d'alliances compliquent toute stratégie concertée. Les acteurs internationaux, quant à eux, cherchent des voies d'engagement qui prétendent concilier impératifs humanitaires et réalités politiques.

Dans ce contexte, les analyses de nos intervenants seront essentielles pour éclairer ce qui se joue réellement sur le terrain, comprendre les dynamiques régionales et identifier les pistes susceptibles d'améliorer la stabilité et la gouvernance en Afghanistan.

Je propose de commencer avec le Dr **Nilofar SAKHI**. Nilofar, merci d'être parmi nous. Vous avez longuement travaillé sur les enjeux de sécurité humaine en Afghanistan, notamment pour les femmes, les filles et la société civile. Comment caractériseriez-vous la situation aujourd'hui ? Et selon vous, quelles sont les priorités les plus urgentes pour améliorer la sécurité humaine dans le pays ?

NILOFAR SAKHI

professeure associée en affaires internationales à l'Elliott School of International Affairs (Université George Washington)

Merci, Lynne, et merci à l'Initiative de Bahreïn pour le développement de m'avoir invitée. Puisque nous parlons aujourd'hui des talibans et de l'instabilité régionale, je voudrais partager une grille de lecture en trois points, fondée sur mes recherches récentes sur les liens entre les

talibans et les groupes militants régionaux, et sur les conséquences de ces dynamiques pour la sécurité intérieure et régionale.

1. Les talibans eux-mêmes sont le cœur du problème.

Ils représentent, selon moi, une menace existentielle pour l'avenir de l'Afghanistan et pour la stabilité régionale. Leur identité, leur trajectoire historique et leurs alliances expliquent pourquoi. Depuis les années 1990, ils entretiennent des relations profondes avec des groupes transnationaux, notamment Al-Qaïda. Ils sont connectés à des réseaux militants en Asie centrale (Ouzbékistan, Tadjikistan), aux talibans pakistanais (TTP) et à d'autres mouvements fondamentalistes, jusqu'au Bangladesh. Ces liens ne sont pas théoriques : ils sont idéologiques, opérationnels et financiers. Les rapports récents de l'ONU en apportent la preuve.

2. La résurgence de l'État islamique au Khorasan (ISKP).

Le retour des talibans a offert un terreau fertile à l'ISKP, qui s'est réorganisé, renforcé et a mené des attaques en Iran, en Russie (Moscou), à Chiraz et dans plusieurs provinces afghanes. Certains présentent l'ISKP comme ennemi des talibans, mais les dynamiques sont plus complexes. Cette montée en puissance démontre que la prise de contrôle des talibans a accéléré la fragmentation sécuritaire de toute la région.

3. Le renforcement du TTP et la porosité Afghanistan–Pakistan.

Les relations entre les talibans afghans et pakistanais sont profondes : idéologie commune, liens familiaux, soutien mutuel, flux financiers. Malgré les démentis officiels, rien ne permet d'affirmer que les talibans afghans ne soutiennent pas le TTP. Depuis 2021, ce dernier s'est réorganisé, a étendu son réseau et intensifié ses attaques au Pakistan.

Qu'est-ce que cela implique ?

– **Pour l'Afghanistan**, deux menaces majeures s'aggravent :

- la présence accrue de groupes militants ;
- la radicalisation, alimentée notamment par la prolifération de madrasas soutenues par des acteurs extérieurs, dont l'Arabie saoudite.

Cela construit un écosystème favorable au recrutement djihadiste et ancre durablement l'extrémisme dans la société.

– **Pour la région**, les talibans cherchent à instrumentaliser leurs liens militants pour exercer une forme de pression stratégique sur leurs voisins. Leur rapprochement avec Moscou et New Delhi en est un exemple. Les pays de la région semblent oublier la leçon fondamentale : on ne peut pas faire confiance à un groupe militant.

Je m'arrête ici pour ce premier point. Je serai heureuse de répondre aux questions.

Lynne O'Donnell

Merci, Niloufar. Vos propos éclairent puissamment la manière dont l'Afghanistan taliban est redevenu un refuge structurant pour le militantisme régional. Notre prochain intervenant connaît cette réalité mieux que quiconque : **Mohsin Dawar**, que j'ai présenté plus tôt comme

une figure politique majeure de l'ancien FATA et un commentateur essentiel de l'ère « post-stratégique » du Pakistan en Afghanistan.

Mohsin, vous avez souvent qualifié cette dynamique de « Projet Taliban ». Au regard de votre engagement de longue date dans le Nord-Waziristan et plus largement dans la ceinture pachtoune, comment voyez-vous l'évolution actuelle de la relation Afghanistan–Pakistan ? Et selon vous, quelles erreurs Islamabad continue-t-elle de commettre ?

MOHSIN DAWAR

Ancien parlementaire pakistanais, défenseur reconnu des droits humains et figure politique majeure de l'ancienne région du FATA

Merci, Lynne. Merci à l'Institut de Bahreïn pour cette invitation. Nilofar a déjà décrit l'essentiel du contexte, ce qui facilite ma tâche.

Il est impossible d'analyser la situation actuelle sans la replacer dans le cadre des politiques menées par les grandes puissances. Le retrait abrupt des États-Unis et l'accord de Doha ont ouvert la voie à ce que beaucoup d'entre nous considéraient déjà, à l'époque, comme un nouveau « Grand Jeu ». Les États-Unis ont quitté l'Afghanistan volontairement, tout en laissant derrière eux des millions de dollars d'armement. À l'époque, tous les pays de la région – Pakistan, Chine, Russie – souhaitaient leur départ, mais nous avons averti que cela laisserait un vide ingérable. C'est exactement ce qui s'est produit.

Aujourd'hui, comme Nilofar l'a souligné, tous les pays de la région cherchent à ménager les talibans, simplement pour éviter la déstabilisation et l'infiltration djihadiste dans leurs propres frontières. Nous en avons déjà vu les manifestations : troubles à Moscou, attaques en Iran, tensions en Asie centrale.

Concernant **le Pakistan**, il faut rappeler que ce pays fut l'allié stratégique des États-Unis durant la guerre froide, puis l'un des facilitateurs majeurs du processus de Doha. C'est le Pakistan qui a escorté Mullah Baradar de Karachi à Doha. C'est le Pakistan qui a permis aux talibans de survivre pendant vingt ans grâce à son soutien financier, logistique et politique.

Nous – militants politiques, analystes, représentants locaux – avons répété pendant des années que cette stratégie se retournerait contre nous. Dès 2018, mes interventions au Parlement alertaient sur ce point. Après la chute de Kaboul, j'ai écrit que « à force de chercher une profondeur stratégique en Afghanistan, le Pakistan avait offert une profondeur stratégique aux talibans... au Pakistan même ». C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui.

Le TTP exerce désormais un contrôle de facto dans de nombreuses zones du Khyber Pakhtunkhwa : Darra Adam Khel, Bannu, Nord- et Sud-Waziristan, Tank, Laki Marwat. Il y a quelques semaines encore, une explosion frappait Islamabad.

Dès lors, une question se pose :

le Pakistan veut-il réellement mettre fin au militantisme ?

Car les familles, les biens et les réseaux financiers de nombreux dirigeants talibans afghans restent au Pakistan. Les talibans eux-mêmes considèrent le Pakistan comme leur zone de repli permanente. Cela interroge l'intention réelle des décideurs pakistanais.

Sont-ils incapables de comprendre les conséquences de leurs choix politiques, alors que nous les alertons depuis des années ? Ou poursuivent-ils une stratégie qui sert des intérêts extérieurs – en particulier américains – visant à maintenir un certain désordre pour freiner l’expansion chinoise ?

Ce sont les questions fondamentales que nous devons poser.

Après la chute de Kaboul, des milliers de combattants talibans avaient participé à la victoire. Mais une fois le pouvoir consolidé, seule une partie infime d’entre eux a pu être intégrée dans l’appareil d’État. Beaucoup se sont retrouvés sans rôle, sans revenu, sans perspective. Ces combattants, laissés pour compte après vingt ans de guerre, ont alors été redirigés vers le Pakistan et d’autres régions, où on leur a expliqué que le jihad n’était plus nécessaire en Afghanistan et qu’ils devaient désormais poursuivre la lutte ailleurs.

Aujourd’hui, dans des zones comme le Waziristan, lorsque l’on croise cinq combattants du TTP, ils sont presque toujours accompagnés de dix talibans afghans. Et ce nombre ne cesse d’augmenter. La fermeture de la frontière aggrave encore la situation : elle crée davantage de chômage des deux côtés, ce qui facilite le recrutement par les groupes armés. À cela s’ajoute le retour massif de réfugiés afghans expulsés du Pakistan. La plupart appartenaient à la classe ouvrière : artisans, journaliers, travailleurs du bâtiment. De retour en Afghanistan, ils ne trouvent aucune activité économique viable.

Comme l’a rappelé Nilofar Sakkhi, un nombre considérable de nouvelles madrasas ont été construites ces dernières années, souvent dans l’objectif manifeste de fournir un « réservoir humain » au jihadisme. Dans un pays où il n’existe quasiment aucune autre option de survie, rejoindre une madrasa ou un groupe militant devient l’unique source de revenus pour beaucoup de familles. Ainsi, les réfugiés qui reviennent au pays, face à l’absence totale de perspectives, se tournent vers le seul secteur qui recrute : la lutte armée. Le résultat est mécanique : le nombre de combattants disponibles pour les activités terroristes dans la région augmente de façon exponentielle. Tant que les talibans resteront au pouvoir en Afghanistan, il n’y aura aucune chance de paix durable — ni en Afghanistan, ni dans l’ensemble de la région.

Lorsque j’ai visité Mohsin à Miran Shah, environ dix-huit mois auparavant, à quelques jours des élections, j’ai découvert une région en guerre, ignorée du reste du monde, inaccessible aux journalistes, et où la situation ne cesse depuis de se détériorer. La question demeure : les autorités pakistanaises sont-elles incapables ou simplement réticentes à agir ? Ont-elles encore vraiment le choix ?

Selon Mohsin, rien n’a changé : le scénario suit la logique déjà amorcée après l’accord de Doha. Le Pakistan a facilité le retour des talibans en affirmant qu’un dialogue serait possible et qu’ils accepteraient de vivre pacifiquement. Mohsin fut l’un des seuls à s’opposer publiquement à cette approche au Parlement, expliquant que les talibans parlaient désormais en position de force et imposeraient leurs conditions. Leur objectif déclaré était clair : contrôler toute la région. Le Pakistan, disait-il déjà, allait-il renoncer à son autorité dans certaines zones pour leur faire place ? La suite a confirmé ses avertissements : les attaques du TTP ont été multipliées par trois ou quatre, et même les responsables militaires ont fini par admettre que les pourparlers avaient été une erreur.

Aujourd’hui encore, tant que la direction talibane afghane bénéficie d’une protection sur le sol pakistanais, la population ne peut croire aux déclarations officielles. Les doutes demeurent

tant que les autorités ne prennent pas de mesures contre ceux qu'elles prétendent vouloir combattre.

Hans Schindler

co-directeur du think tank Counter-Extremism Project

élargissant la perspective au niveau global, rappelle que de nombreux groupes extrémistes — d'Al-Qaïda au Sahel aux différentes branches de l'État islamique en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie — s'appuient sur la « victoire narrative » née de la chute de la République afghane. La reconquête de Kaboul a été pour eux la preuve que leur stratégie fonctionne : mener suffisamment d'attaques pour pousser l'Occident à se retirer. Pour la première fois depuis des décennies, ces groupes sont plus puissants qu'avant 2001. Au Mali, à proximité de Mogadiscio, dans le Sahel, en Syrie, des organisations affiliées à Al-Qaïda ou à l'État islamique étendent leur contrôle territorial. En Afghanistan, Al-Qaïda et toutes ses branches opèrent librement sous la protection totale des talibans. L'ISKP, quant à lui, orchestre des attaques à Moscou, à Solingen, à New Orleans, ou encore des attentats déjoués comme celui prévu contre le concert de Taylor Swift à Vienne.

Pourtant, malgré cette montée en puissance, l'Occident manifeste un désintérêt profond pour l'Asie du Sud. La débâcle afghane a laissé une trace durable : vingt ans d'efforts perçus comme inutiles ont créé un « traumatisme afghan ». Ni les États-Unis ni l'Europe ne semblent disposés à réengager des moyens de lutte antiterroriste à l'étranger. Le seul objectif désormais poursuivi dans les relations avec les talibans est la conclusion d'accords officieux pour renvoyer en Afghanistan des migrants condamnés en Europe. C'est dans ce contexte que l'Allemagne a récemment remis aux talibans le consulat afghan de Bonn — signe d'une reconnaissance de facto qui avance sans être assumée politiquement.

Hans prévient que les camps d'entraînement d'Al-Qaïda en Afghanistan n'ont qu'une seule raison d'être : préparer de futures attaques en Occident. Si les talibans demandent pour l'instant à leurs protégés de ne pas les « embarrasser », cela ne peut durer. Leur dernier moyen de pression sur l'Europe consiste précisément à promettre de contenir (ou non) les attaques depuis le territoire afghan.

Asif Durrani (Pakistan)

Enfin, l'ambassadeur **Asif Durrani** rappelle que pour le Pakistan, la relation avec les talibans est d'une extrême complexité. Dix-sept tribus vivent de part et d'autre de la frontière, avec des liens familiaux, économiques et culturels séculaires. Avant la mise en place des contrôles stricts, 50 000 à 60 000 Afghans traversaient quotidiennement la frontière pour travailler. Parmi ces flux, certains appartiennent au TTP ou aux talibans, ce qui rend toute politique simple impossible. Pour Islamabad, les talibans sont à la fois un danger, une réalité incontournable, et un acteur que le Pakistan ne peut ni ignorer, ni affronter frontalement.

Selon **Asif Durrani**, la récente flambée des attaques du TTP a en réalité été facilitée — voire directement soutenue — par les talibans afghans. Une source de frustration majeure pour n'importe quel gouvernement pakistanais, d'autant plus que certains, au Pakistan, s'étaient réjouis du retour des talibans à Kaboul. Aujourd'hui, ces mêmes acteurs constatent l'ampleur

de l'erreur et tentent de revoir leur approche. Reste à savoir s'ils y parviendront : rien n'est acquis et le bilan est pour l'instant très sombre, notamment face à l'explosion des attaques terroristes.

Chaque gouvernement tente de répondre selon ses priorités. Ces derniers mois, le Pakistan a utilisé le commerce comme outil de pression : depuis le 12 octobre, les échanges commerciaux entre les deux pays sont suspendus. Cette fermeture cause des pertes de plusieurs millions de dollars, particulièrement pour les commerçants afghans, mais elle affecte aussi lourdement les populations ordinaires. L'Afghanistan, déjà plongé dans une pauvreté extrême — avec environ 97 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté et 52 % dépendant de l'aide internationale selon l'ONU — se retrouve encore davantage fragilisé, alors même que cette aide décroît depuis 2021.

C'est dans ce contexte que les talibans refusent d'engager un dialogue constructif. **Asif Durrani** raconte ainsi une expérience révélatrice : en mai 2023, un communiqué trilatéral avait été signé entre le Pakistan, l'Afghanistan et la Chine, où les talibans s'engageaient à contrôler le TTP et l'ETIM. Mais lors de la réunion suivante, en juillet, la délégation talibane a refusé de reprendre la moindre phrase de cet accord, expliquant que leur direction leur avait reproché d'y avoir consenti. Une démonstration de leur manque total d'expérience diplomatique et de gouvernance : ils acceptent un engagement un jour, puis se rétractent le lendemain sans considération pour leurs interlocuteurs. Selon l'intervenant, les discussions avec eux ne produisent jamais aucun résultat concret.

L'une des raisons de cette incapacité est la faiblesse structurelle de l'appareil diplomatique taliban. Sur l'ensemble du ministère des Affaires étrangères, seuls 27 ou 28 diplomates professionnels restent en poste ; tous les autres ont été remplacés par des religieux qui ne maîtrisent ni les codes, ni les mécanismes de la diplomatie. Quiconque a tenté de négocier avec eux — que ce soit à Doha, à Kaboul ou dans les capitales européennes — témoigne du même constat : il n'y a aucun « acquis » dans une discussion avec les talibans, sauf si on leur offre quelque chose de tangible.

Asif Durrani évoque ensuite la capacité de l'Inde à maintenir une image positive en Afghanistan. Historiquement, New Delhi a toujours soutenu financièrement les pouvoirs afghans, du temps du roi Zahir Shah jusqu'aux gouvernements communistes, puis durant les années de la République afghane. Pendant plus de vingt ans, l'Inde a investi massivement en Afghanistan. Il existe, selon l'intervenant, de nombreuses preuves qu'elle a soutenu financièrement diverses élites afghanes entre 2005 et 2009, lorsqu'il était lui-même en poste à Kaboul. Cette présence lui a permis de conserver un « capital de sympathie » au sein de la population et des administrations afghanes. Mais, dès le retour des talibans en 2021, l'Inde a dû évacuer ses positions du jour au lendemain, malgré son soutien historique.

La géopolitique reste paradoxale : alors que l'Inde dénonçait naguère les talibans comme terroristes, elle dialogue désormais avec eux — preuve que « la politique crée d'étranges alliances ». La réalité du terrain prime, et plus aucun acteur régional ne semble penser à long terme. Ni les États-Unis ni l'Europe ne montrent le moindre intérêt à s'engager de nouveau en Afghanistan : il n'y a plus aucune « appétence » pour le dossier. Pourtant, l'ISKP progresse, Al-Qaïda se renforce, et plus de vingt groupes terroristes opèrent librement depuis l'Afghanistan. Ce sont les voisins immédiats — Pakistan, Iran, pays d'Asie centrale — qui subissent les conséquences de cette crise.

Asif Durrani nuance cependant les propos sur le TTP : politiquement, dit-il, le TTP ne bénéficie pas d'un soutien populaire massif au Pakistan. Des mouvements comme le PTM disposent d'une légitimité sociale bien plus forte, car ils soulèvent des revendications politiques claires, auxquelles **Mohsin Dawar** a lui-même longtemps contribué. Le TTP, au contraire, ne contrôle aucun territoire de manière durable : il surgit, mène des attaques, puis se cache. Par endroits, la population locale commence même à se révolter contre ses combattants.

Le Pakistan, souligne-t-il, dispose d'institutions — civiles et militaires — qui, malgré leurs imperfections, continuent de fonctionner. Rien de tel en Afghanistan : malgré vingt ans d'aide internationale et une armée de 300 000 hommes, les institutions afghanes se sont effondrées en quelques jours en août 2021. Les dirigeants afghans ont, selon lui, détruit leur pays par leurs divisions et vivent désormais à l'étranger dans un confort que leur population n'a jamais connu.

L'Afghanistan est devenu une économie de guerre qui déstabilise directement deux provinces pakistanaïses — le Baloutchistan et le Khyber Pakhtunkhwa. Les défis sont immenses, et les talibans ont clairement échoué à gouverner, mais l'opposition afghane n'est pas unie, pas structurée, pas capable d'offrir une alternative.

L'intervenant conclut sur une note lucide mais pas entièrement fataliste : la situation est extrêmement préoccupante, mais la politique évolue en permanence et rien n'est figé. Les dynamiques peuvent changer, les acteurs peuvent changer, et les rapports de force aussi. Pour l'instant, il n'y a ni bonnes nouvelles ni perspectives solides, mais il n'y a pas non plus de raison d'abandonner toute possibilité d'évolution.

Kabir Taneja

chercheur à la Observer Research Foundation,

Comme dernier point, et pour reprendre ce que disait le Dr Schindler, nous allons inévitablement entrer dans une période de profonde déstabilisation venant d'Afghanistan. Les talibans ne pourront pas maintenir longtemps cette façade de « paix » post-2021 qu'ils vendent au monde entier. Cette fragilité constitue une menace réelle pour toute la région — de l'Asie centrale à l'Inde, du Pakistan à l'Iran. La seule manière d'anticiper cette déstabilisation aurait été la création d'un forum régional permettant aux pays concernés de dialoguer ensemble. Mais, comme je l'ai déjà expliqué, les logiques géopolitiques actuelles vont dans des directions divergentes.

Chaque pays poursuit ses propres intérêts :

- **L'Iran** veut avant tout empêcher le retour des États-Unis dans la région ;
- **Les États d'Asie centrale** privilégient les échanges économiques et la sécurité de leurs frontières ;
- **Le Pakistan** est empêtré dans la question de la ligne Durand et doit gérer les retombées directes du terrorisme transfrontalier.

Dans ces conditions, nous allons probablement assister, au cours des cinq prochaines années, à une augmentation des tensions. Les pays autrefois impliqués dans la gestion du dossier afghan sont épuisés et n'ont plus ni la capacité ni la volonté politique de se réengager — ni leurs gouvernements, ni leurs opinions publiques. Chaque État va donc gérer la menace de

manière individuelle, et non collective. Cette absence de coordination régionale offre aux talibans un espace confortable pour continuer à imposer leur agenda.

Merci pour vos remarques, Kabir.

L'Inde et la diplomatie talibane : un engagement trop tardif ?

Question posée :

Compte tenu des inquiétudes sécuritaires de New Delhi et de son engagement diplomatique tardif, l'Inde n'est-elle pas arrivée trop tard pour avoir une influence réelle sur un acteur aussi imprévisible que les talibans ?

Réponse :

Non, mais l'Inde ne se fait aucune illusion. Personne ne croit que les talibans vont offrir des garanties sérieuses, encore moins sur la sécurité. Ils ne contrôlent même pas entièrement les groupes armés présents sur leur sol — ils ne peuvent donc pas assurer que telle ou telle organisation ne s'en prendra pas à l'Inde.

Le véritable défi pour New Delhi est **politique et intérieur** : comment faire accepter à l'opinion publique indienne la normalisation d'un mouvement associé au terrorisme depuis trente ans ?

Lors de la visite du ministre taliban Mutaqi, un incident a rapidement fait la une : sa conférence de presse a exclu les femmes journalistes. La polémique n'a pas touché les talibans — qui n'en ont cure — mais a immédiatement rebondi dans le débat politique indien.

Pourtant, l'Inde a jugé indispensable de maintenir cette visite. Mutaqi s'est rendu à la prestigieuse **séminaire de Deoband**, où il a été accueilli par une foule importante. Mais, en privé, les dirigeants du séminaire auraient tenu un discours nettement plus ferme : ils ont rappelé leur souhait de voir les talibans ouvrir les écoles, être plus inclusifs et éviter une dérive autoritaire insoutenable.

L'accueil public masquait donc un message bien plus pragmatique : **si les talibans ne changent pas, leur pouvoir sera fragile et de courte durée.**

Question du public – Dr Schindler : comment lutter contre le recrutement de mineurs ?

Les groupes terroristes recrutent de plus en plus de mineurs, notamment car ils bénéficient de protections juridiques particulières en Occident. Que peuvent faire les pays européens et nord-américains ?

Réponse du Dr Schindler :

Ce phénomène n'est pas un « choix stratégique » élaboré, mais la conséquence de l'évolution du terrorisme contemporain. Les attaques majeures, comme celles de Moscou en 2024, demandent des années de préparation et mobilisent des ressources considérables — avec un risque important d'être interceptées. Les organisations terroristes privilégient désormais des attaques individuelles, inspirées, encadrées en ligne, et menées par des acteurs beaucoup plus jeunes.

Cela fonctionne d'autant mieux que **TikTok** dispose de l'algorithme le plus agressif au monde, atteignant très rapidement des adolescents non encadrés. Les conseils opérationnels que publient les groupes terroristes sont ensuite appliqués presque à la lettre, comme dans les attaques de Solingen ou de La Nouvelle-Orléans.

La solution, selon Schindler, est claire :

forcer les plateformes à coopérer proactivement, et non plus seulement de manière passive.

Les géants du numérique savent déjà détecter des signaux comportementaux d'une précision extrême ; ils peuvent donc identifier les cinq individus dangereux parmi les milliers d'utilisateurs radicalisés.

Question du public – Nilofar Sakkhi : pourquoi les pays de la région continuent-ils de s'engager avec les talibans ?

Pourquoi des États qui savent que les talibans sont irrationnels, brutaux et immuables continuent-ils pourtant de dialoguer avec eux ?

Réponse de Nilofar Sakkhi :

Parce que les talibans représentent **une double menace** :

1. **Une menace militante**, en tant que mouvement terroriste lié à de multiples organisations.
2. **Une menace totalitaire**, car ils imposent un système de gouvernance fondé sur l'oppression, la séparation sociale, les édits religieux et la négation des droits fondamentaux — notamment des femmes.

Cette combinaison crée une instabilité existentielle pour l'Afghanistan et pour la région.

Pourquoi, alors, les pays voisins coopèrent-ils malgré tout ?

Parce qu'ils **n'ont pas le choix** :

- échanges commerciaux,
- routes de transit,
- gestion des frontières,
- mouvements de population,
- nécessité de contenir les groupes armés.

Chaque État applique une stratégie opportuniste :

- **Ouzbékistan** mise sur l'intégration économique ;
- **Iran** coopère pour gérer frontières et eau ;
- **Tadjikistan** finit par traiter avec les talibans faute d'alternative.

Mais il n'existe **aucune stratégie régionale commune**, aucune vision à long terme, aucun consensus sur les talibans. Chacun agit seul — ce qui profite directement au régime taliban, qui joue les pays les uns contre les autres et utilise ses liens avec les groupes armés comme levier de négociation.

Selon Sakshi, tant qu'il n'y aura pas :

- un **mécanisme régional structuré**,
- et un **processus politique interne** en Afghanistan,

il n'existera aucune sortie de crise viable.

Dernière question – Ambassadeur Durrani : le Pakistan doit-il reconnaître son erreur historique ?

La détérioration actuelle des relations Pakistan–Talibans signifie-t-elle que le Pakistan doit reconnaître avoir fait une erreur en soutenant les talibans pendant des décennies ?

Réponse :

C'était moins un soutien qu'un **pragmatisme dicté par la réalité tribale**. Dix-sept tribus vivent de part et d'autre de la frontière, ce qui a toujours obligé Islamabad à composer avec les dynamiques afghanes. Les erreurs viennent surtout de l'époque post-11 septembre : lorsque Musharraf a changé de position, les talibans pakistanais (TTP) se sont retournés contre l'État en affirmant que c'était le Pakistan — et non eux — qui avait « trahi ».

Aujourd'hui, le TTP ne contrôle aucun district au Pakistan. Mais il se déplace librement en Afghanistan, protégé par les talibans afghans, ce qui empêche toute action directe contre lui. Oui, des erreurs ont été commises, dit l'ambassadeur, et des mesures correctives sont en cours — mais la résolution prendra du temps.

Conclusion de la séance

Cette discussion a couvert :

- la situation sécuritaire en Afghanistan et au Pakistan,
- les répercussions régionales,
- l'absence de stratégie commune,
- l'épuisement de l'Occident,
- la montée des groupes terroristes,
- les limites du dialogue avec les talibans.

Aucun de ces sujets n'existe de manière isolée. La sécurité, la gouvernance, les droits humains et les dynamiques géopolitiques sont désormais profondément imbriqués. Les décisions prises aujourd'hui — ou l'absence de décisions — façonneront durablement l'avenir de la région.